



COMITE TECHNIQUE LOCAL DE LA DRFIP 22 SEPTEMBRE 2015

*RESTRUCTURATIONS, FERMETURES DE TRESORERIE,
FUSIONS DE SERVICES*

FORTE MOBILISATION DES AGENTS !

CONTINUONS LA LUTTE LE 8 OCTOBRE TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION !

Tout l'été, la CGT a alerté les personnels, les usagers, les élus sur les conséquences dramatiques du projet « d'adaptation des structures et du réseau » porté par la DRFIP 69. Les pétitions des personnels et des usagers, les décisions des élus ont été portées à la connaissance du Directeur afin de le faire revenir sur sa décision.

EN VAIN : c'est un projet de casse du service public dans le but de supprimer de nouveaux emplois qui était présenté mardi 22 aux élus du CTL.

Dans l'unité, toutes les organisations syndicales représentatives ont décidé de boycotter cette réunion avec l'appui des personnels et d'appeler les agents à interpeller le DRFIP pour exprimer leur rejet de ce plan. C'est plus de 100 agents qui ont signifié, avec leurs élus, le refus total de celui-ci et ont exigé son retrait.

Pour la CGT, comme pour l'ensemble des organisations syndicales, il n'était pas question de participer à une mascarade de dialogue social et de laisser le sentiment que nous cautionnons la réforme. Tout était ficelé avant, aucune possibilité de faire changer, dans le cadre du CTL, la position de l'administration.

Le Directeur a maintenu sa position, arguant que la décision politique de suppressions d'emplois imposait une « adaptation des structures et du réseau ».

Il a réaffirmé que notre administration devrait rester exemplaire en la matière. Un petit mot sympathique que chacun appréciera : les agents de la DGFIP travaillent dans de bonnes, voire très bonnes conditions. Les suppressions d'emplois deviennent un dogme incontournable !

Cela s'inscrit dans la logique d'austérité du gouvernement qui, pour financer les cadeaux au patronat, doit réduire les dépenses publiques, à la DGFIP comme ailleurs.

Mais cela ne s'arrête pas là :

Tous les secteurs d'activité sont touchés : le patronat multiplie les attaques contre les droits et les conditions de vie des salariés dans les entreprises alors qu'il n'a jamais été autant gavé de cadeaux et de profits financiers. Intensification du travail, remise en cause des 35H, pression sur les salaires, licenciements, attaques contre le droit syndical... : voilà la feuille de route quotidienne.

Sur la base du rapport Combrexelle, poussé par le MEDEF, le gouvernement s'acharne à mettre le code du travail en lambeaux et à liquider la Fonction publique, ses missions et ses emplois.

CICE, RGPP, MAP, pacte de responsabilité, PPCR, démarche stratégique relèvent tous de choix politiques : la Direction Générale des Finances Publiques s'inscrit dans cette logique et constitue même un cœur de cible pour le gouvernement. Les premiers à payer les pots cassés de cette politique, ce sont les agents.

C'est pourquoi les organisations syndicales de la DGFIP, ensemble, alertent les personnels sur les dangers qui guettent la DGFIP et ses agents et appellent à la mobilisation des agents, des élus et des usagers (voir communiqué commun du 14/09).

Face à l'entreprise destructrice de la Direction générale, aux difficultés et aux attentes des agents, il faut multiplier et renforcer les actions à la DGFIP, dans les services, **comme nous l'avons fait dans le département le 22 septembre**. En effet, le rapport de forces est nécessaire pour contraindre à la négociation sur nos revendications.

Nous devons aussi faire converger nos luttes avec les autres salariés parce que nous sommes confrontés aux mêmes logiques, aux mêmes politiques d'austérité et que nous avons besoin de nous épauler tous ensemble pour être plus forts dans chaque secteur.

C'est à cette indispensable construction des luttes que les organisations syndicales interprofessionnelles CGT, FSU, Solidaires invitent tous les salariés, le 8 octobre prochain, par une grande journée de mobilisation et d'action revendicative.

LE 8 OCTOBRE, LA SECTION CGT APPELLE TOUS LES AGENTS A LA GRÈVE ET A LA MANIFESTATION

A LYON, RDV : 10H30 : PLACE DES BROTTTEAUX

POUR :

- L'abandon de la démarche stratégique et de la revue des missions ;
- Le maintien du réseau de la DGFIP et l'arrêt des restructurations ;
- Le maintien de toutes nos missions au sein de la DGFIP ;
- Le comblement immédiat des vacances d'emplois ;
- L'arrêt des suppressions d'emplois et la création des emplois nécessaires ;
- Le maintien du code du travail ;
- Le maintien des statuts particuliers nationaux et le respect de nos droits et garanties ;
- La revalorisation du point d'indice ;
- L'abandon du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) ;
- Le maintien et le développement d'un service public de qualité et de proximité.

Des HMI préparatoires se tiendront à :

Hôtel des Finances	Lundi 5 octobre	13h30
Bron	Vendredi 2 octobre	10h00
Villefranche	Mardi 6 octobre	11h00
Villeurbanne	Mercredi 30 septembre	10h30
Villeurbanne municipale	Mercredi 30 septembre	9h00
Lyon Métropole	Lundi 5 octobre	15h00
Caluire	Jeudi 1 ^{er} octobre	10h00